

Jacques Rodriguez
Jean-Michel Wachsberger

La neutralisation politique de la pauvreté

Science sans conscience ?

Communications n° 98, 2016/1

Dans un contexte de difficultés économiques persistantes, la pauvreté a perdu ce caractère résiduel ou transitoire qu'on lui attribuait naguère : elle s'est en quelque sorte banalisée, au point de ne plus apparaître forcément, en tant que telle, comme un enjeu prioritaire¹. Cela ne signifie pas, bien sûr, que les populations les plus démunies ne suscitent plus l'intérêt des dirigeants sociaux ou celui du monde académique. Cela veut dire, plutôt, que l'attention qu'on leur prête s'exprime désormais, en France notamment, sous une forme et dans un registre qui contribuent à certains égards au refoulement de la question de la pauvreté. Exclusion, marginalité, précarité, vulnérabilité : les catégories d'analyse mobilisées par les chercheurs ou les responsables politiques tendent, de fait, à dé-spécifier le problème de la pauvreté tout en le dépouillant de la forte charge émotionnelle et politique attachée à ce terme.

Faut-il alors déplorer, au-delà du cas hexagonal, l'incapacité des sciences sociales à faire exister la pauvreté dans le débat public comme à défendre efficacement la cause des pauvres ? C'est la thèse soutenue en particulier par Alice O'Connor, qui livre une analyse sans concession des recherches menées aux États-Unis tout au long du XX^e siècle². Là, explique-t-elle, les politiques les plus sévères à l'endroit des pauvres, et notamment celles conduites par l'administration Clinton³, n'ont pas été dictées par des considérations essentiellement idéologiques qui auraient fait fi des acquis de la science ; au contraire, ces différentes mesures entrent en résonance avec maintes descriptions et analyses des problèmes de pauvreté parmi les plus sérieuses. Paradoxalement, nombre de chercheurs pourtant attentifs au sort des laissés-pour-compte de la « société d'abondance » auraient ainsi fourni des munitions intellectuelles aux partisans d'un démantèlement du *Welfare*. On peut sans doute objecter que les chercheurs ne sont pas condamnés à cautionner ou à valider, *volens nolens*, les orientations politiques dominantes et qu'ils peuvent aussi les infléchir – comme le firent

d'ailleurs, aux États-Unis, les experts sociaux qui entreprirent après la Seconde Guerre mondiale de construire la catégorie « pauvre »⁴. Il n'existe donc, à cet égard, aucune fatalité qui limiterait la contribution des sciences sociales à la publicisation et à l'élucidation des problèmes de pauvreté. Mais si le savoir sur la pauvreté n'est pas nécessairement complice du pouvoir, on voudrait suggérer que les chercheurs sont souvent partie prenante des rapports de pouvoir constitutifs de la pauvreté. Qui sont, en effet, les interprètes légitimes des phénomènes de pauvreté, ceux qui accèdent au statut d'expert ? Quel « problème » choisissent-ils d'étudier et, en particulier, pour qui telle ou telle situation constitue-t-elle effectivement un « problème »⁵ ? Par ailleurs, de quel outillage méthodologique ou conceptuel se munissent les chercheurs pour rendre compte de cette réalité sociale ?

En l'espèce, les choix opérés par les anthropologues, économistes, sociologues et autres spécialistes qui étudient les problèmes sociaux ne sont jamais indifférents : qu'il s'agisse de délimiter un problème spécifique, de dénombrer les pauvres, de décrire ou de décrypter la pauvreté, le savoir qu'ils élaborent revêt toujours une dimension irréductiblement politique. Plus exactement, le travail des chercheurs peut conduire tantôt à la politisation des questions de pauvreté, tantôt à leur neutralisation politique, voire à leur dépolitisation dès lors que l'analyse ou le traitement de ces mêmes questions les soustrait *de facto* à l'espace du débat politique⁶. En effet, étudier la pauvreté, son périmètre, sa nature ou ses causes n'est jamais une simple affaire de mesures, de méthodes ou de faits supposément indiscutables. Même lorsque les chercheurs revendiquent de faire œuvre utile et scientifique en écartant résolument tout parti pris évaluatif ou normatif, ils contribuent souvent, au moins sous la forme de la « contre-finalité », à restreindre les débats et à dé-conflictualiser les enjeux.

Sous cet éclairage, il est possible d'avancer que les recherches consacrées à la pauvreté n'ont qu'exceptionnellement permis sa politisation. À telle enseigne que l'avènement de la « question sociale » puis sa résolution – au moins partielle – sous les auspices des États-providence d'après-guerre ressemblent fort à une anomalie historique marquée par le triomphe d'une interprétation économique et sociale de la pauvreté et par l'invalidation des analyses qui, traditionnellement, l'inscrivent dans le registre de la morale, de la nature ou de la culture. Reste que si le savoir sur la pauvreté a pu ainsi contribuer à la définition des instruments censés la combattre, il est désormais de plus en plus tributaire des institutions et des dispositifs d'un État qui structure, par différents canaux, tout un pan de l'activité scientifique. Le travail d'expertise qui en résulte alors, si rigoureux et si utile soit-il, incite à réfléchir, dans le sillage d'Alice O'Connor, aux conséquences politiques de cette connivence entre savoir et pouvoir.

L'improbable politisation de la pauvreté.

Longtemps, le sort du peuple ou des pauvres – les deux termes désignant concurremment tous ceux qui sont assignés au travail – a été considéré comme l'expression d'un ordre du monde voulu par Dieu ou par la Providence, au point que le refus de la pauvreté s'apparentait à une « hérésie », une inacceptable « contestation de la Création et de son économie du salut⁷ ». On aurait tort, toutefois, d'opposer sur ce point les représentations du passé, figées et indexées à la religion, à celles, modernes, qui saisiraient le peuple dans les catégories labiles du social⁸. Ce serait méconnaître, en effet, ce bloc argumentatif consistant qui, d'une manière ou d'une autre, et d'une manière durable, donne à voir la pauvreté comme un phénomène inscrit dans l'ordre des choses et conforme sinon à un décret divin, du moins aux lois de la Nature – cet « ordre naturel et essentiel des sociétés politiques » que décrit par exemple, en 1767, le physiocrate Lemercier de La Rivière. Comme telle, la pauvreté suscite bien sûr la compassion et on disserte d'ailleurs sans relâche sur le meilleur moyen d'en alléger le fardeau. Mais le débat sur ses causes profondes, en tant qu'elles engagent les institutions de la société, est largement escamoté : les plus pessimistes se rangent derrière Ortes, puis Malthus, en insistant sur l'aggravation du déséquilibre entre la population et les subsistances ; d'autres, plus nombreux, affirment que les pauvres sont avant tout ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas travailler. Économistes et penseurs sociaux de l'époque contribuent ainsi à éluder la question – plus politique – des inégalités sociales, de niveau de vie ou de salaire, question qui est renvoyée tantôt aux conditions « naturelles » de fonctionnement de l'économie (la loi d'airain des marchés ou de la population), tantôt à la nature même des pauvres. Car si, parmi ceux-ci, il s'en trouve effectivement un certain nombre que l'âge ou la maladie rendent inaptes au travail, la plupart basculeraient dans la misère par paresse ou prodigalité.

Ce type d'analyse de la pauvreté conduit alors « à annuler la politique dans un discours politique dépolitisé, produit d'un travail de neutralisation ou, mieux, de dénégation [...], orienté vers la naturalisation de l'ordre social⁹ ». Or c'est bien à un langage de la nature, celui de la physique d'abord, de la biologie ensuite, que font référence nombre de chercheurs du XIX^e siècle. Ainsi sous la plume de Spencer et de ses épigones la pauvreté apparaît-elle comme le résultat inévitable de la sélection sociale opérée par la concurrence, comme la sanction qu'inflige « la discipline inflexible mais salutaire de la Nature », devenue principe de régulation des sociétés humaines¹⁰. En tant que telle, la pauvreté ne met donc pas en cause l'organisation de la société, qu'un agent bénéfique

– l'évolution – conduit à un degré d'intégration toujours plus grand. Tout au plus les pauvres peuvent-ils être laissés à la compassion des nantis, qui s'emploieront d'un même geste à soulager leur détresse et à réformer leur nature.

C'est là, en effet, un autre topique qui parcourt quantité d'études depuis le XIX^e siècle au moins : l'espace social de la pauvreté y est souvent divisé en catégories morales. Et parmi celles-ci se trouvent invariablement celles des « mauvais » pauvres, des pauvres « non méritants », des *outcasts*, du *Lumpenproletariat* ou, plus récemment, de l'*underclass*, c'est-à-dire tous ceux qui sont en quelque sorte complices de leur détresse en raison de leur comportement, de leur psychologie ou de leur culture¹¹. Et si de telles études ne visent pas nécessairement à retrancher du débat politique les questions de pauvreté, l'analyse qu'elles font du phénomène tend néanmoins à en dissimuler la portée derrière des considérations sur la discipline ou sur la motivation individuelle. Dès lors, on peut bien souhaiter « détruire la misère », comme le réclame Victor Hugo à la tribune de l'Assemblée nationale en 1849, ce combat peine à mobiliser et relève, au mieux, d'une « politique sans État », laissée aux bons soins des institutions charitables et du patronage¹².

Paradoxalement, dans le même temps où le paupérisme, cette « misère publique » selon le mot d'Eugène Buret, fait naître la « question sociale », de nombreuses recherches contribuent ainsi à en limiter la traduction en termes politiques. À telle enseigne qu'en Angleterre, au pays des « *Satanic Mills*¹³ », la pauvreté n'est en rien une catégorie d'analyse et semble absente du schéma de perception de la réalité sociale des auteurs de l'époque¹⁴. Elle est sans doute massive, provoque la sidération de tous ceux qui dépeignent les quartiers populaires, comme l'effroi de leurs lecteurs, mais elle échappe à l'entendement : à quoi faut-il l'attribuer dès lors que l'essor économique mobilise à plein les forces industrielles ? Tout au long du XIX^e siècle, la littérature spécialisée se heurte à cette question et s'efforce d'y répondre en soutenant que la pauvreté ne peut être que le paradoxe de la richesse, non sa contrepartie.

Ce décalage entre perception et réalité est à l'origine d'un profond renouvellement des analyses du phénomène, renouvellement marqué, à la charnière du XX^e siècle, par la volonté de soumettre les théories spéculatives à l'épreuve des faits. De nombreuses recherches qui se développent alors aux États-Unis, en Angleterre ou en France se caractérisent en effet par un empirisme rigoureux et un souci constant d'objectiver les réalités étudiées. À distance des exposés parfois très impressionnistes faits par les philanthropes ou les journalistes d'investigation, tels les *muckrakers* aux États-Unis, ces travaux s'efforcent non pas d'étudier les pauvres, mais d'analyser la pauvreté elle-même, ses déterminants et ses conséquences. En Angle-

terre, par exemple, les enquêteurs sociaux Booth et Rowntree s'emploient ainsi à quantifier les revenus et à définir une « ligne de pauvreté » dont le retentissement dans l'opinion n'a d'égal que l'ampleur de la misère qu'elle révèle¹⁵. Quelques années plus tard, la technique de l'échantillonnage mise au point par Bowley permet, en étudiant la pauvreté dans plusieurs localités, de corroborer les résultats établis jusqu'alors dans le cadre de monographies plus limitées, et, partant, de « nationaliser la question sociale »¹⁶. Sans doute ces chercheurs sont-ils aussitôt renvoyés à leur statut d'amateurs dépourvus de ces qualifications académiques qui, seules, pourraient donner du crédit à leurs résultats, et dont l'exigence suffit à rappeler combien l'étude de la pauvreté est un acte politique¹⁷. Mais on leur doit d'avoir inauguré une nouvelle posture scientifique en construisant, à partir de données et de méthodes d'investigation originales, des objets de recherche en grande partie inédits¹⁸.

D'une part, parce qu'ils s'affranchissent des statistiques officielles et des catégories instituées par l'administration sociale, ces travaux peuvent mettre au jour une réalité sinon insoupçonnée, du moins largement occultée jusqu'alors : l'existence d'une vaste pauvreté laborieuse, inexplicable par le seul comportement des intéressés. D'autre part, ils mobilisent souvent, de préférence aux méthodes qualitatives, des outils quantitatifs. Or, si les premières semblent induire à l'époque une interprétation culturelle de la pauvreté, le recours aux données statistiques permet, à l'inverse, de souligner avec force le caractère structurel du phénomène¹⁹. Et il en va de même alors des travaux consacrés plus spécialement au sous-emploi, une situation que l'on associe traditionnellement tantôt à des déficiences individuelles, tantôt à l'inélasticité des salaires. En l'espèce, les études menées par le sociologue Max Lazard en France ou par William Beveridge en Angleterre, à partir de données empiriques de première main, montrent que les causes socio-économiques du chômage – fluctuations cycliques et saisonnières de l'activité, stratégies des entreprises, etc. – sont de loin les plus déterminantes. Autrement dit, s'il existe assurément des travailleurs indolents ou rétifs à tout effort, le chômage est un problème qui doit être dépersonnalisé, car il s'explique en réalité par des facteurs structurels. En cela, ce que ces auteurs établissent, ce sont « les lois objectives d'un phénomène social qui existe indépendamment de ses manifestations individuelles et qui doit être identifié et combattu comme tel²⁰ ».

Le savoir sur la pauvreté qui s'élabore au début du XX^e siècle réalise ainsi un tour de force : ébranler les dogmes les plus solidement établis en démontrant, chiffres à l'appui, l'existence d'un chômage involontaire, ou encore la coalescence du travail et de la pauvreté. Sans doute ne faut-il pas surestimer le rôle de ce savoir dans le processus de politisation des problèmes de pauvreté, car bien d'autres raisons, à commencer par la

mobilisation bruyante de la classe ouvrière, viennent aussi l'expliquer. Mais son apport n'en demeure pas moins essentiel : en faisant apparaître les lézardes qui menacent l'édifice de la société ou les risques que la pauvreté laborieuse fait peser sur sa prospérité, ces études reformulent la question de la pauvreté en termes explicitement politiques et préparent l'avènement d'une société « post-morale²¹ ».

Les premières décennies du XX^e siècle constituent donc une période remarquable au cours de laquelle la connaissance de la pauvreté, produite par les sciences sociales, concourt de manière inédite à sa reconnaissance en tant que problème politique à part entière. Bien sûr, on pourrait objecter que l'« invention du social » ne vise alors qu'à atténuer les tensions entre l'égalité de droits, que postulent les sociétés démocratiques, et les inégalités criantes générées par l'économie²². On pourrait alléguer également que les sciences sociales naissantes ne sont rien d'autre qu'une réponse bourgeoise aux défis du marxisme, avec sa promesse que le capitalisme sera bientôt transcendé par la révolution²³. Dans cette perspective, les analyses de la « question sociale » menées au début du XX^e siècle participeraient alors d'une politisation en trompe-l'œil. Car si ces travaux montrent effectivement que la pauvreté ne relève pas de l'ordre naturel du monde, pas plus qu'elle n'est une question de culture ou de morale individuelle, ils défendent en fait les institutions de la société, contribuant à évacuer le débat sur la paupérisation tel que Marx et Engels, notamment, l'ont formulé. Reste que, au-delà des appréciations que l'on peut porter sur sa nature intime, le savoir sur la pauvreté a joué, dans la première moitié du XX^e siècle, un rôle souvent essentiel dans la définition des instruments de l'intervention sociale, puis du *Welfare State*. Sauf qu'en devenant ainsi, et de plus en plus, un rouage des politiques pour lesquelles les chercheurs ont naguère milité, ce savoir a fini par être soumis à des contraintes qui redéfinissent son utilité sociopolitique.

Une entreprise de dépolitisation ?

Est-il excessif de dire que le développement des États-providence referme une parenthèse ouverte quelques décennies plus tôt par ces universitaires et « intellectuels politiques²⁴ » qui parvinrent à installer dans le débat public les questions de pauvreté ? Sans doute, car les politiques mises en œuvre dans le second après-guerre ambitionnent, certes, de combattre la pauvreté, mais au moyen de programmes sociaux universels, socle de la « société salariale ». Or, si de tels programmes, qui bénéficient du soutien des classes moyennes et supérieures, sont réputés plus protecteurs que des mesures ciblées sur les pauvres²⁵, ils fonctionnent surtout à

l'avantage des moins défavorisés. Dès lors, nombreux sont ceux qui, très tôt, relativisent l'efficacité des États-providence pour réduire la pauvreté, et s'efforcent de montrer que celle-ci demeure une réalité sociale consistante et persistante²⁶. L'enjeu est de taille, car, dans une société riche munie d'une politique sociale vigoureuse, la pauvreté tend à apparaître comme un phénomène marginal qui ne provoque plus l'indignation ou la peur, de sorte qu'une « pauvreté politique » redouble alors la « pauvreté économique »²⁷. Mais on voudrait suggérer que si certains chercheurs mesurent bien cet enjeu, et s'en saisissent effectivement, le savoir sur la pauvreté contribue néanmoins, par bien des aspects, à vider cette question de sa charge politique.

Cette tendance peut être associée, en premier lieu, aux travaux de l'anthropologue Oscar Lewis sur la « culture de la pauvreté », dont les implications politiques, en particulier aux États-Unis, ont été considérables. De fait, en définissant la pauvreté comme une culture, un ensemble de valeurs et d'attitudes transmis d'une génération à l'autre au sein des familles, Lewis signale l'existence d'un mode de vie stable et, finalement, peu perméable aux changements de l'environnement économique et social²⁸. Autrement dit, les pauvres seraient selon lui prisonniers d'un univers mental alternatif qui ferait obstacle à toute évolution de leur condition – une thèse que d'aucuns ont habilement récupérée pour dénoncer des comportements passifs, voire déviants, entretenus par la générosité publique. C'est là, d'ailleurs, un élément central de l'argumentation développée par Alice O'Connor : analyser la pauvreté non comme une condition sociale, mais en se focalisant sur les manières de faire et de penser des pauvres, conduit invariablement à leur imputer la responsabilité de leur disgrâce et, partant, à diluer les enjeux politiques de la question. Reste que cette entreprise de neutralisation politique ne se réduit pas aux seules répercussions de l'approche culturaliste de la pauvreté – loin s'en faut. Il s'agit en effet, nous semble-t-il, d'une tendance qui s'inscrit dans un mouvement plus large et plus profond, caractérisé par une montée en puissance de la demande institutionnelle, une redéfinition de la nature même du travail de recherche et un changement de normes dans la description du monde social.

Comme le souligne notamment Gunnar Myrdal, le rôle des sciences sociales évolue sensiblement dans la « nouvelle société » d'après-guerre, car ces disciplines sont de plus en plus sollicitées pour accompagner la croissance des interventions publiques et privées dans la vie collective. Les chercheurs y sont incités à répondre à une demande institutionnelle soutenue et, dans ce cadre, à remplir aussi des fonctions techniques, voire « thérapeutiques ». Beaucoup considèrent d'ailleurs que c'est en développant leurs capacités d'expertise que les sciences sociales peuvent être utiles, tout

en consolidant et leur position institutionnelle et leur légitimité académique²⁹. Ce premier mouvement, que relaient désormais la plupart des politiques scientifiques nationales, est indissociable de certaines des transformations qui, dans le même temps, affectent l'épistémologie des sciences sociales. La première se traduit par l'affirmation d'un principe de stricte neutralité axiologique et, pour ainsi dire, par la victoire de Weber sur Durkheim, puis de Popper sur Adorno. Les chercheurs, et notamment les sociologues, sont alors tenus d'être « des hommes sans qualités pour faire des recherches de qualité³⁰ ». La seconde transformation correspond à la fin des « grands récits » : les sciences sociales, à partir des années 1970, se détournent largement des théories générales ou des discours unitaires pour privilégier, sous différentes bannières, l'étude d'objets locaux et le recours à des approches « micro ».

Ces évolutions générales ne sont pas sans conséquences sur la manière dont les phénomènes de pauvreté sont, depuis lors, analysés et interprétés. Plus exactement, elles contribuent à bien des égards à redéfinir les modalités légitimes et les frontières mêmes de la recherche sur la pauvreté. Plusieurs remarques permettent d'étayer cette affirmation.

En premier lieu, ce sont les pauvres, et en particulier les bénéficiaires des dispositifs de politique sociale, qui focalisent le plus l'attention des chercheurs. De fait, la pauvreté est explorée en tant qu'elle constitue, avant tout, un problème vécu pour ceux qui la subissent, ou un problème d'efficacité technique pour ceux qui la gèrent. Les trajectoires de ces publics, leur expérience du manque ou leurs réactions face à l'administration sociale sont ainsi au centre de l'analyse, tandis que les mécanismes sociaux et politiques qui produisent et reproduisent la pauvreté sont souvent relégués à l'arrière-plan. Ce resserrement de la focale obéit, selon les cas, à différentes logiques, liées notamment aux exigences de la démonstration empirique, à la baisse ou à l'origine des financements. Mais il induit, d'une manière générale, une perception sélective ou restrictive des problèmes de pauvreté. En deuxième lieu, cet effet est renforcé par l'hétéronomie croissante des activités de recherche, qui constitue désormais une tendance lourde dans la dynamique de production du savoir³¹. On constate, à cet égard, que les travaux relatifs à la pauvreté sont le plus souvent associés à une interrogation sur les politiques mises en œuvre pour la combattre. Ils portent alors sur les dispositifs, leur efficacité ou leurs effets (en termes de seuils ou d'incitations, par exemple), plus que sur la production et la répartition des richesses collectives. En tant que telle, la pauvreté apparaît donc comme une question non pas politique, mais technique ; elle relève apparemment non d'un quelconque « choix de société », mais plutôt d'arbitrages entre des indicateurs ou des prestations. Enfin, cette technicisation des enjeux, qui opère ici comme un levier de dépolitisation, est amplifiée

par la nature même des recherches menées sur ces différentes questions. En tant que savoir-expert, l'étude de la pauvreté mobilise en effet de plus en plus des démarches de recherche dont les résultats, parce qu'ils reposent sur des méthodes éprouvées et des données chiffrées, sont réputés scientifiquement plus robustes et politiquement plus utiles. Tout un ensemble de travaux se trouvent ainsi peu à peu disqualifiés alors que d'autres, inspirés surtout par les sciences du comportement (observable et mesurable) et/ou par la science économique, exercent une influence grandissante sur la définition et sur le traitement des problèmes de pauvreté – au risque, parfois, d'un certain schématisme³².

De ce point de vue, il n'est pas sans intérêt de souligner la contribution des organismes financiers de Bretton Woods à cette évolution. Car si la « guerre » contre la pauvreté a été progressivement effacée des priorités politiques des pays développés, elle est en revanche apparue, à partir des années 1990, comme une condition *sine qua non* de l'aide apportée aux pays en développement par ces différentes institutions. Or les modalités d'inscription de cette lutte au premier plan des objectifs de développement vont participer, paradoxalement, du et au mouvement de neutralisation de ses enjeux politiques – y compris dans les pays occidentaux.

Initialement, cette mise sur agenda de la pauvreté répondait avant tout à un besoin de re-légitimation de la Banque mondiale et du FMI, qui faisaient face aux dénonciations récurrentes des conséquences sociales des politiques issues du « consensus de Washington »³³. Dans ce contexte, la lutte contre la pauvreté, présentée comme un impératif moral par la Banque mondiale, et exprimée en termes compassionnels, constituait assurément un « discours sans adversaires³⁴ ». Toutefois, en devenant alors une condition de l'accès à l'aide publique, elle s'est révélée porteuse d'une capacité non négligeable de transformation des analyses de la pauvreté. Une multitude de chercheurs en sciences sociales, parmi lesquels beaucoup d'économistes, se sont en effet engagés dans la réflexion, puis dans la mise en place des stratégies de lutte contre ce fléau. La demande qui leur était adressée consistait, d'une part, à acquérir une connaissance préalable de la « souffrance des pauvres dans leur diversité » et, d'autre part, à concevoir des politiques devant « aider les pauvres à prendre en main leur propre destin »³⁵. Le premier objectif, encyclopédique, a conduit à la publication des trois tomes de *Voices of the Poor*. Réunissant les « confidences et les aspirations de plus de 60 000 hommes et femmes de 60 pays », cette somme a concouru à la « découverte » du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Mais si ces approches « par le bas » ont indéniablement amélioré la connaissance des pauvres, elles ont aussi contribué à en multiplier les catégories et, partant, à rendre la pauvreté moins saisissable. Le deuxième objectif, plus opérationnel, s'inscrit quant à lui dans les termes de ce

qu'Alain Desrosières a appelé la « gouvernementalité néolibérale » : en complément des interventions directes, régulatrices et redistributives des États-providence, il s'agit désormais, pour gouverner, de « prendre appui sur les dynamiques microéconomiques marchandes en les orientant éventuellement par des systèmes d'incitations³⁶ ». Dans cette logique, les « bonnes » politiques de lutte contre la pauvreté sont les politiques d'*empowerment*, celles qui sont censées permettre aux pauvres d'augmenter leur productivité et d'exercer les choix nécessaires à la sortie de leur condition. En d'autres termes, sans méconnaître les effets de l'environnement social (système éducatif, système de santé, etc.), ces politiques doivent chercher en priorité à modifier les seuls comportements des individus pauvres.

Dans un contexte général de défiance à l'égard du politique et de montée des experts, c'est donc aux sciences sociales qu'a été confiée la charge d'élaborer des instruments politiques non pas moralement bons, mais techniquement efficaces. Les préconisations des rapports successifs sur le développement dans le monde se nourrissent ainsi d'une multitude de démonstrations apportées par des recherches spécialement mobilisées à cette fin. Dans ce cadre, ce sont les études microéconomiques, centrées sur des indicateurs de performance et recourant aux principes de l'évaluation, qui se taillent la part du lion. En effet, parce qu'elles permettent « de séparer et d'isoler les effets propres de variables et outils de l'action publique sur les performances de ceux-ci³⁷ », de telles études répondent très directement aux nouveaux objectifs de l'action politique : apporter la « preuve » indiscutable de l'efficacité des dispositifs envisagés (*evidence-based policies*), à la manière de ce qui se pratique dans le monde médical (*evidence-based medicine*). Et, par suite, cette validation des politiques par la science a un effet en retour de validation de la science par sa reconnaissance politique. Sauf que, dans ce mouvement de différenciation, les expertises scientifiques contribuent aussi, à bien des égards, à une déqualification politique de la pauvreté. De fait, le débat sur la nature du phénomène et sur les réponses à lui apporter serait ici tranché par l'éloquence d'une démonstration méthodologiquement imparable.

Ainsi Esther Duflo, spécialiste des expérimentations aléatoires sur les programmes de lutte contre la pauvreté, et titulaire de la première chaire « Savoir contre pauvreté » du Collège de France (2008-2009), a-t-elle publié, sous le titre *Repenser la pauvreté*, un livre ambitieux qui renvoie dos à dos les analyses « idéologiques » du phénomène : celles qui, d'un côté, refusent le principe de l'aide publique au nom de la liberté de choix des pauvres (par exemple, de ne pas envoyer son enfant à l'école) et celles qui, de l'autre côté, la légitiment par l'injustice qui leur est faite³⁸ – soit, en poussant le raisonnement : les analyses centrées sur la culture de la pauvreté *vs* celles qui mettent l'accent sur les structures. Son programme

accrédite l'idée selon laquelle la pauvreté peut être résolue en partant des individus, par la généralisation de microexpériences ayant fait la preuve de leur efficacité pour lever les freins à l'enrichissement des pauvres : « les petits changements, affirme-t-elle avec son coauteur, ont de grands effets³⁹ ». Dans cette perspective, ce que ces auteurs appellent « la bonne nouvelle », c'est qu'il serait possible, finalement, de « contourner la politique par une accumulation de petits changements techniques⁴⁰ » propres à stimuler les comportements individuels. Aux grandes théories qui irriguaient le débat public succéderaient alors des « petits remèdes⁴¹ » qui viendraient l'assécher en promettant d'optimiser la réponse politique aux problèmes de pauvreté. Tel semble être en tout cas, aujourd'hui, le pari de la théorie des *nudges* et, plus largement, de la nouvelle économie comportementaliste⁴². Celle-ci, empruntant aux neurosciences, aux sciences cognitives et à la psychologie, « montre qu'une analyse approfondie de la façon dont les individus prennent des décisions peut mener à de nouvelles interventions qui aident les ménages à épargner plus, les populations à réduire la prévalence des maladies [et] les parents à améliorer le développement cognitif des enfants⁴³ ». Ce pari scientifique constitue aussi, assurément, un défi démocratique.

*

* *

Naturalisation, moralisation, culturalisation, psychologisation : tels sont les principaux ressorts argumentatifs qui, d'hier à aujourd'hui, contribuent à neutraliser la dimension politique des questions de pauvreté, voire à leur dénier tout caractère de problème politique réclamant l'attention des autorités. Au début du xx^e siècle toutefois, dans un contexte socialement éruptif, ces arguments sont fortement contestés par tout un ensemble de travaux qui adossent un projet politique réformiste à la force démonstrative des outils quantitatifs. Au-delà des pauvres eux-mêmes, considérés en tant qu'individus ou familles, c'est alors la pauvreté – et ses déterminants – que le savoir social parvient à faire reconnaître comme une cause d'intérêt général. Sous cet éclairage, on peut faire l'hypothèse que cette phase de politisation procède en partie de l'utilisation des données statistiques pour faire prévaloir, sur des approches « individualisantes », une nouvelle représentation du monde social et de ses dysfonctionnements. Désormais, le recours fréquent aux méthodes quantitatives dans le cadre d'approches « micro », qui semblent mieux répondre aux exigences épistémiques des chercheurs comme aux attentes de leurs commanditaires, tend, en revanche, à régénérer une interprétation restrictive de la pauvreté : celle-ci apparaît en effet, à bien des égards, comme une condition

individuelle, tandis que les causes institutionnelles du phénomène sont reléguées hors champ.

La dépolitisation qui en résulte ne signifie pas, bien sûr, que les questions de pauvreté sont évacuées du débat politique où elles avaient pris place, ni que les autorités s'en détournent – qu'il s'agisse des gouvernements nationaux ou des institutions internationales. Mais la formulation et l'interprétation de ces questions renouvellent les termes dans lesquels elles sont intégrées au débat politique. De fait, par une sorte d'« effet réverbère » de la recherche, la pauvreté se présente de plus en plus comme un problème qui renvoie davantage à l'individu qui l'éprouve qu'à la société qui la produit, un problème qui peut alors être combattu sans conflit ni réforme, au moyen d'incitations ou de dotations permettant aux plus démunis de sortir de leur condition.

Ces remarques soulignent bien le caractère intrinsèquement politique du savoir sur la pauvreté, même lorsqu'il se présente sous le pavillon de la science positive et revendique une parfaite neutralité. C'est pourquoi il revient sans doute aux chercheurs d'être attentifs aux « effets de vérité » que peuvent produire les « expertises instituant », c'est-à-dire des études qui se donnent à voir comme rigoureuses et strictement objectives mais qui contribuent, en réalité, à légitimer des énoncés normatifs cachés⁴⁴. Plus largement, il leur faut peut-être aussi, comme le suggère Alice O'Connor, réfléchir à la question de savoir si, pour faire œuvre utile, les sciences sociales doivent forcément être expurgées de tout jugement de valeur et délaisser les questions d'ordre moral ou politique auxquelles nous confrontent, tout particulièrement, les situations de pauvreté.

Jacques RODRIGUEZ

jacques.rodriguez@univ-lille3.fr

CeRIES (Centre de recherche « Individus Épreuves Sociétés »)

EA 3589, Université de Lille

Jean-Michel WACHSBERGER

jwachsberger96@ensae.org

Maître de conférences de sociologie

CeRIES (Centre de recherche « Individus Épreuves Sociétés »)

EA 3589, Université de Lille

et UMR 225 DIAL, IRD / Université Paris-Dauphine

NOTES

1. Voir en particulier Jean-François Laé, Numa Murard, *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Paris, Bayard, 2011.

2. Alice O'Connor, *Poverty Knowledge: Social Science, Social Policy, and the Poor in Twentieth-Century U.S. History*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2001.

3. En particulier le *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act* de 1996, une loi qui revisite en profondeur le système d'aide sociale en limitant les prestations, dans leur montant comme dans leur durée.

4. Romain Huret, *La Fin de la pauvreté? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis (1945-1974)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008.

5. Martin Bulmer, *The Uses of Social Research: Social Investigation in Public Policy-Making*, London, Allen & Unwin, 1982.

6. La politisation est à entendre ici comme « l'inscription d'un problème social, médical, culturel, voire "purement technique" (du point de vue des techniciens, s'entend), dans la liste des questions traitées par les institutions explicitement politiques » (Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye [dir.], *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 359-372). Cette inscription implique que ce problème apparaisse comme un enjeu de société débouchant sur une requalification politique, c'est-à-dire engageant la responsabilité de l'État. La dépolitisation est le processus qui conduit à l'effacement de cet enjeu et, partant, sinon au retrait des interventions de l'État, du moins à leurs modifications et reformulations en termes non politiques ; en ce sens, elle n'est pas exactement le contraire de la politisation.

7. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 48.

8. Déborah Cohen, *La Nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XX^e siècles)*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

9. Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges symboliques*, Paris, Fayard, 1982, p. 155.

10. Herbert Spencer, *L'Individu contre l'État*, Paris, Félix Alcan, 1885 ; Richard Hofstadter, *Social Darwinism in American Thought*, Boston, Deacon, 1955.

11. Gareth Stedman Jones, *Outcast London. A Study in the Relationship between Classes in Victorian Society*, Oxford, Clarendon Press, 1971 ; Michael Katz, *The Underclass Debate: Views from History*, Princeton, Princeton University Press, 1992 ; Dominique Kalifa, *Les Bas-fonds. Histoire d'un imaginaire*, Paris, Seuil, 2013.

12. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p. 217 sq.

13. L'expression « *Satanic Mills* » exprime le caractère démoniaque du monde manufacturier et de la révolution industrielle anglaise. Elle est utilisée par William Blake dans son célèbre poème « Jerusalem » (1804) et reprise par Karl Polanyi dans son maître livre, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

14. Christian Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994 ; Ian Hacking, « Façonner les gens : le seuil de pauvreté », in Jean-Pierre Beaud, Jean-Guy Prévost (dir.), *L'Ère du chiffre*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 2000, p. 18-36 ; Jacques Rodriguez, *Le Pauvre et le Sociologue. La construction de la tradition sociologique anglaise, 19^e-20^e siècles*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007.

15. Jacques Rodriguez, *Lire Benjamin S. Rowntree. Poverty: A Study of Town Life. Pour une sociologie de la pauvreté*, Paris, Ellipses, 2013.

16. Alain Desrosières, *La Politique des grands nombres. Une histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993 ; Peter Hennock, « The Measurement of Urban Poverty: from the Metropolis to the Nation, 1880-1920 », *Economic History Review*, 2nd Ser., XL, n° 2, p. 208-227.

17. Alice O'Connor, *Poverty Knowledge*, op. cit.

18. Voir Christian Topalov, *Naissance du chômeur. 1880-1910*, op. cit. ; Alain Desrosières, *La Politique des grands nombres*, op. cit.

19. Ross McKibbin, *The Ideologies of Class: Social Relations in Britain 1880-1950*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

20. Christian Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, op. cit., p. 365.
21. Paul Rabinow, *Une France si moderne. Naissance du social, 1800-1950*, Paris, Bouchet-Chastel, 2006.
22. Jacques Donzelot, *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984.
23. Anthony Giddens, *Capitalism and Modern Social Theory: An Analysis of the Writings of Marx, Durkheim and Max Weber*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.
24. Ira Katnelson, « Knowledge about What? Policy Intellectuals and the New Liberalism », in Dietrich Rueschemeyer, Theda Skocpol (eds), *States, Social Knowledge, and the Origins of Modern Social Policies*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
25. Walter Korpi, Joakim Palme, « The Paradox of Redistribution and Strategies of Equality: Welfare State Institutions, Inequality, and Poverty in the Western Countries », *American Sociological Review*, vol. 63, n° 5, 1998, p. 661-687.
26. Richard Titmuss, « The Irresponsible Society », *Fabian Tracts*, n° 323, 1960 ; Brian Abel-Smith, Peter Townsend, *The Poor and the Poorest*, London, Bell, 1965 ; Jean Labbens, *Le Quart-Monde. La pauvreté dans la société industrielle*, Pierrelaye, Éditions Science et Service, 1969.
27. Ralph Miliband, « Politics and Poverty », in Dorothy Wedderburn (ed.), *Poverty, Inequality and Class Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.
28. Oscar Lewis, *Les Enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1963 ; id., *La Vida. Une famille porto-ricaine dans une culture de pauvreté: San Juan et New York*, Paris, Gallimard, 1969.
29. Gunnar Myrdal, « The Relation between Social Theory and Social Policy », *British Journal of Sociology*, vol. 4, n° 3, 1953, p. 210-242 ; Robert Friedrichs, *A Sociology of Sociology*, New York, Free Press, 1972.
30. Delphine Naudier, Maud Simonet, *Des sociologues sans qualités? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011.
31. Michael Gibbons, Camille Limoges, Helga Nowotny, Simon Schwartzman, Peter Scott, Martin Trow, *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London, Sage, 1994.
32. Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*, Paris, Raisons d'agir, 2000 ; Alice O'Connor, *Poverty Knowledge*, op. cit. ; François Dubet, Alain Vèrétout, « Une "réduction" de la rationalité de l'acteur. Pourquoi sortir du RMI ? », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 3, 2001, p. 407-436.
33. Bruno Lautier, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Tiers Monde*, vol. 43, n° 169, 2002, p. 137-165 ; Jean-Jacques Gabas, Camille Laporte, « La pauvreté dans l'agenda des Nations unies », *CERISCOPE Pauvreté*, 2012 (en ligne).
34. Philippe Juhem, « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », *Mots*, n° 65, 2001, p. 9-27.
35. Banque mondiale, *Voices of the Poor*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
36. Alain Desrosières, *Prouver et Gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 2014, p. 44.
37. *Ibid.*
38. Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*, Paris, Seuil, 2012, p. 31 sq.
39. *Ibid.*, p. 441. En France, les méthodes expérimentales ont été intégrées à la détermination des politiques en 2003 ; c'est à ce titre que les effets des incitations financières du RSA ont d'abord été évalués dans une trentaine de départements volontaires avant qu'elles soient généralisées en juin 2009. Voir Bernard Gomel, Évelyne Serverin, « Évaluer l'expérimentation sociale », *Document de travail du CEE*, n° 143, 2011.
40. Cédric Durand, Charlotte Nordmann, « Misère de l'économie du développement », *La Revue des Livres*, n° 1, 2011.
41. Arthur Jatteau, « Expérimenter le développement ? Des économistes et leurs terrains », *Genèses*, n° 93, 2013, p. 8-28.
42. Cass R. Sunstein, *Why Nudge? The Politics of Libertarian Paternalism*, New Haven & London, Yale University Press, 2014.

La neutralisation politique de la pauvreté

43. Banque mondiale, *World Development Report. Mind, Society and Behavior*, Washington, World Bank Group, 2015.

44. Robert Castel. « Savoirs d'expertise et production de normes », in François Chazel, Jacques Commaille (dir.), *Normes juridiques et Régulation sociale*, Paris, LGDJ, 1991, p. 177-188 ; Jacques Rodriguez, Jean-Michel Wachsberger, « Mesurer la confiance, dénoncer la défiance : deux économistes au chevet du modèle social français », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 151-176.

RÉSUMÉ

La neutralisation politique de la pauvreté. Science sans conscience ?

Les chercheurs et experts qui étudient la pauvreté sont souvent partie prenante des rapports de pouvoir constitutifs de la pauvreté elle-même. Le savoir sur la pauvreté peut ainsi contribuer à politiser ou, inversement, à dépolitiser les questions de pauvreté, même lorsqu'il procède de recherches objectives, scientifiques et qui font autorité. À partir d'une relecture critique de travaux en sociologie et en économie, cet article montre que, si les recherches menées au début du XX^e siècle ont favorisé la reconnaissance de la pauvreté en tant que problème politique, les relations plus étroites qui existent désormais entre savoir et pouvoir concourent plutôt à neutraliser les enjeux politiques de cette question.

SUMMARY

Notes on the political neutralization of poverty. Science without conscience?

Researchers and experts working on poverty often are active parties in power relations which are inherent in poverty itself. Knowledge of poverty can indeed contribute to politicize or, conversely, depoliticize questions of poverty, even when proceeding from objective, scientific, and authoritative poverty inquiries. Using a critical review of several works in sociology and economics as a linchpin, this article shows that if early 20th century researches allowed the recognition of poverty as a political problem, the close relationships now existing between knowledge and power rather contribute to neutralize the question's political stakes.

RESUMEN

Notas sobre la neutralización política de la pobreza. ¿ Ciencia sin conciencia?

Investigadores y expertos que estudian la pobreza están implicados a menudo en las relaciones de poder que la constituyen. El saber sobre la pobreza puede también contribuir a politizar o al contrario a despolitizar las cuestiones de la pobreza, incluso cuando son el resultado de las investigaciones objetivas, científicas que son autorizadas. A partir de una relectura crítica de trabajos en sociología y en economía, este artículo muestra que si las investigaciones del comienzo del siglo veinte han favorecido el reconocimiento de la pobreza como un problema político, las relaciones más estrechas que ahora existen entre saber y poder contribuyen a neutralizar los retos políticos de este tema.